

PROCES VERBAL DE LA REUNION **DU CONSEIL MUNICIPAL** **DU JEUDI 18 FEVRIER 2016**

CONVOCAATION

Le **10 février 2016**, nous, Bernard SAULNIER, Maire de LE VAL, avons convoqué le Conseil Municipal en séance ordinaire pour le **jeudi 18 février 2016 à 18 h 00** en salle du Conseil Municipal, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Démission de M. Christian BENTOUMI et de Mme Florence VOLANTE de leur fonction de Conseiller Municipal à compter respectivement du 4 février et du 8 février 2016

Remplacement par Mme Denise MUNIER et M. Olivier COLLAINÉ, suivants sur la liste de la majorité.

1 - Approbation du PV de la réunion du 20 janvier 2016

2 - Diagnostic du réseau d'assainissement collectif - Marché à passer avec le Bureau d'Etudes « CEREG Territoires » - Modification de la délibération du 20 janvier 2016

3 - Dossier « LE VAL DE PROVENCE » - Accord pour le dépôt de toutes demandes d'autorisations d'urbanisme sur le terrain communal de « La Jouberte »

Finances

4 - Approbation des comptes administratifs et de gestion 2015 pour le budget principal et les budgets annexes

5 - Débat d'orientations budgétaires 2016 pour le budget principal et les budgets annexes

6 - Demande de subvention auprès du Conseil Départemental (enveloppe 2016) pour l'acquisition du terrain CHABAS (150.000 €)

7 - Demande de fonds de concours de la Communauté de Communes du Comté de Provence pour la rénovation des fontaines de la Rue Nationale et de la Place Gambetta

8 - Location de la remise de Mme VERMOREL Rue du 11 Novembre (garage du CCFF) - Renouvellement du bail

9 - Présentation de recettes en non valeurs

Personnel communal

10 - Convention cadre à passer avec le CNFPT pour la formation payante des agents communaux en 2016

11 - Renouvellement du marché de prestations pour l'organisation des examens psychotechniques pour les agents communaux

12 - Création d'un emploi de Gardien de Police Municipale

Divers

13 - Modification de la composition des commissions communales

14 - Itinéraires de randonnée GR 653 A - Saint-Jacques de Compostelle

15 - Renouvellement de la convention à passer avec la SPA pour les chats errants

16 - Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire dans le cadre des délégations accordées par le Conseil Municipal

17 - Questions écrites

18 - Questions orales

PROCES-VERBAL

Le Conseil Municipal de LE VAL, légalement convoqué, s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en séance ordinaire, le **jeudi 18 février 2016**, sous la présidence de Monsieur Bernard SAULNIER, Maire.

A l'ouverture de la séance le Conseil Municipal était ainsi composé :

Présents : MM. SAULNIER Bernard - TURINELLI Jacqueline - CULINATI Jean - INGRASSIA Patricia - GAUTIER Rémi - BREBAN Julie - GIRAUD Xavier - DEBAQUE Christian - LANGE Gaby - NAL André - BOSSUGE Brigitte - VERDON Pierre - MIONET Marie-Thérèse - RIHAL Pascale - GAQUIERE Ingrid - REES Pénélope - CEMBRANI Romain - COEURDEUIL Yves - BOULE AMPHOUX Isabelle - PAZ Aymeric - GAULET Renaud - DONADEY Sylviane - KINET Jean-Luc.

Absents excusés : Mme PASQUET Annette (procuration donnée à Julie BREBAN) - MUNIER Denise (procuration à Pénélope REES) - M. COLLAIN Olivier (procuration à Christian DEBAQUE) - M. FOURNEL Gilles.

soit 23 présents donc 26 votants.

A NOTER QUE :

1°) pour la délibération relative à l'installation des Conseillers Municipaux remplaçants M. BENTOUMI et Mme VOLANTE, les procurations données à Mme REES et à M. DEBAQUE par Mme MUNIER et M. COLLAIN n'ont pas été comptées dans les votants.

2°) M. FOURNEL est arrivé au moment de la délibération sur le dossier « LE VAL DE PROVENCE ». Le nombre de votants a alors été de 27 pour 24 présents.

Après avoir procédé à l'appel nominal et constaté l'existence du quorum, Monsieur le Maire ouvre la séance.

Conformément aux dispositions de l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal nomme à l'unanimité **Mme Patricia INGRASSIA**, pour remplir les fonctions de Secrétaire de Séance, assistée de Mme Danielle FRIKMAN, Directrice Générale des Services.

Démission de M. Christian BENTOUMI et de Mme Florence VOLANTE de leur fonction de Conseiller Municipal à compter respectivement du 4 février et du 8 février 2016 remplacement par Mme Denise MUNIER et M. Olivier COLLAINÉ, suivants sur la liste de la majorité.

Monsieur le Maire fait part à l'assemblée de la démission de Monsieur Christian BENTOUMI et de Mme Florence VOLANTE de leur fonction de Conseiller Municipal à compter respectivement du 4 et du 8 février 2016, dates de réception en Mairie de leur courrier.

Il indique que conformément à l'article L 2121-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la démission est définitive dès son envoi au Maire et prend effet le jour de sa réception par celui-ci.

Monsieur le Maire a informé Monsieur le Sous-Préfet de Brignoles de ces démissions. Il a également, ce jour-là, notifié à Madame Denise MUNIER et à Monsieur Olivier COLLAINÉ, suivants sur la liste à laquelle appartenaient les élus démissionnaires, soit la liste « TOUS ENSEMBLE POUR LE VAL », leur nomination en qualité de Conseiller Municipal (article L 270 du Code Electoral), à compter respectivement du 4 et du 8 février 2016.

Monsieur le Maire propose par ailleurs au Conseil Municipal de se prononcer sur l'attribution de l'indemnité de fonction de conseiller municipal à Madame Denise MUNIER et à Monsieur Olivier COLLAINÉ, conformément aux dispositions de la délibération du 24 avril 2014 précisant notamment :

- Conseillers Municipaux sans délégation du Maire : au taux de 3,025 %

M. COEURDEUIL intervient pour demander si la nomination de M. COLLAINÉ en qualité de Conseiller Municipal ne présente pas un conflit d'intérêt avec son implication dans le dossier JAPEL. Il convient que sur le plan juridique cette nomination est autorisée mais demande si, sur le plan moral, cela ne présente pas de difficultés.

M. SAULNIER informe le Conseil Municipal que M. COLLAINÉ lui a adressé un courrier indiquant qu'il abandonnait la mission confiée par la Commune pour la maîtrise d'œuvre des travaux d'aménagement de l'immeuble dédié à la police municipale, ceci pour éviter tout conflit d'intérêt. M. COLLAINÉ s'est engagé à remettre à M. le Maire les divers plans déjà réalisés contre paiement des honoraires dus à ce stade de la mission (environ 1.200 € sur les 4.600 € d'origine).

M. SAULNIER indique d'autre part que conseils ont été pris auprès de l'Avocat de la Commune quant à l'implication de M. COLLAINÉ dans les dossiers communaux. M. COLLAINÉ ne pourra et ne devra pas intervenir dans les affaires liées à l'urbanisme (P.L.U. - dossier JAPEL...).

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Compte tenu du résultat des élections qui se sont déroulées le 23 mars 2014,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

PREND ACTE de la démission de Monsieur Christian BENTOUMI et de Mme Florence VOLANTE de leur fonction de Conseiller Municipal à compter respectivement du 4 et du 8 février 2016 et de leur remplacement immédiat par les suivants sur leur liste, soit Madame Denise MUNIER et à Monsieur Olivier COLLAINÉ,

INDIQUE que Madame Denise MUNIER et à Monsieur Olivier COLLAINÉ percevront l'indemnité de fonction prévue par la délibération du 24 avril 2014 pour les conseillers municipaux sans délégation du Maire, soit au taux de 3,025 % (taux en pourcentage de l'indice 1015), en lieu et place de Monsieur Christian BENTOUMI et de Mme Florence VOLANTE.

PRECISE que la présente délibération sera transmise en Sous-Préfecture de Brignoles et affichée aux lieux accoutumés.

1 - Approbation du PV de la réunion du 20 janvier 2016

Monsieur le Maire donne lecture du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 20 janvier 2016.

Il demande à l'assemblée de bien vouloir donner son avis sur ce document.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir pris connaissance lecture du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 20 janvier 2016,

A l'unanimité,

APPROUVE ce document.

2 - Diagnostic du réseau d'assainissement collectif - Marché à passer avec le Bureau d'Etudes « CEREG Territoires » - Modification de la délibération du 20 janvier 2016

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, dans le cadre des études menées parallèlement au P.L.U, il a été décidé de lancer une consultation pour la réalisation d'un diagnostic du réseau d'assainissement collectif. Un avis d'appel public à la concurrence (M.A.P.A. art 28 du CMP) a été lancé le 5 octobre 2015 sur Var Matin, Synapse Entreprises et le BOAMP, avec date limite de réception des offres fixée au jeudi 29 octobre 2015 à 16h00.

Quatre plis ont été reçus dans les délais impartis. La Commission d'Appel d'Offres s'est réunie le 10 novembre 2015 pour l'ouverture des plis et le 18 décembre 2015 pour l'analyse des offres. Les propositions faites pour la réalisation de ce diagnostic émanent de :

- **SCE « Groupe KERAN » de LA SEYNE SUR MER** pour un montant total H.T. de 62.928 € pour la tranche ferme et de 90.072 € avec les tranches conditionnelles
- **« G2C INGENIERIE » de VENELLES** pour un montant total H.T. de 64.330 € pour la tranche ferme et de 99.620 € avec les tranches conditionnelles
- **« CEREG TERRITOIRES » de GEMENOS** pour un montant total H.T. de 52.030 € pour la tranche ferme et de 96.930 € avec les tranches conditionnelles
- **« A.E.C. » de VICHY** pour un montant total H.T. de 58.000 € pour la tranche ferme et de 85.300 € avec les tranches conditionnelles

La Commission propose au Conseil Municipal de retenir le bureau d'études « CEREG TERRITOIRES » qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères « prix » et « valeur technique » tel que fixé dans le règlement de consultation.

Monsieur le Maire demande en conséquence au Conseil Municipal de bien vouloir l'autoriser à signer le marché à procédure adaptée avec le bureau d'études « CEREG TERRITOIRES » sur la base de l'offre d'un montant H.T. de 52.030 € et de se prononcer sur les tranches conditionnelles pour un montant total du marché de 96.930 € HT.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,
Vu l'article 28 du Code des Marchés Publics,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

Vu le rapport présenté par la Commission d'Appel d'Offres réunie le 18 décembre 2015

Vu la délibération du 20 janvier 2016 autorisant M. le Maire à signer le marché à procédure adaptée avec le bureau d'études « CEREG TERRITOIRES » sur la base de l'offre d'un montant H.T. de 52.030 €, soit pour la tranche ferme uniquement,

Considérant que la consultation préalable visait à passer un marché comprenant une tranche ferme et des tranches conditionnelles,

Considérant que le recours aux tranches conditionnelles sera décidé en cours d'études si le besoin en est avéré uniquement et au vu de l'intérêt de leur réalisation pour une bonne gestion du réseau d'assainissement collectif,

ANNULE ET REMPLACE sa délibération du 20 janvier 2016 puisque ne se prononçant que sur la tranche ferme,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer le marché à procédure adaptée avec le bureau d'études « CEREG TERRITOIRES » sur la base de l'offre d'un montant H.T. de 96.930 € ainsi qu'à effectuer toutes les démarches et formalités nécessaires à l'application de la présente décision

ARRETE le plan de financement prévisionnel de l'opération comme suit :

- Agence de l'Eau (50 %)	48.465 €
- Autofinancement (50 %)	48.465 €
TOTAL	96.930 €

SOLLICITE l'aide financière de l'Agence de l'Eau à hauteur de 50 %

DIT que les crédits correspondants seront inscrits au budget 2016 (chapitre 20).

3 - Dossier « LE VAL DE PROVENCE » - Accord pour le dépôt de toutes demandes d'autorisations d'urbanisme sur le terrain communal de « La Jouberte »

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée délibérante que la Commune a été condamnée, par arrêt rendu par la Cour Administrative d'Appel de MARSEILLE du 19 décembre 2014, à revendre, sans bénéfice, à la S.A.R.L. « LE VAL DE PROVENCE » le terrain acquis en 2009, auprès des consorts VERMOREL-MARINI, suite à l'exercice du droit de préemption de la Commune. Ce terrain comprend les parcelles cadastrées section F n° 1 et 2 et E n° 1109-1110, lieudit « La Jouberte », pour une superficie totale de 13.568 m². Le prix d'achat a été de 732.800 €.

Suite à la réunion tenue le 4 décembre 2015 en Mairie, la SARL « LE VAL DE PROVENCE » sollicite la possibilité de déposer dès à présent toutes demandes d'autorisations d'urbanisme sur le terrain communal.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir étudier cette sollicitation. Il propose d'autre part de mettre en demeure la SARL « LE VAL DE PROVENCE » de se prononcer sur la proposition de la Commune pour la vente du terrain, et ce avant le 30 septembre 2016 (proposition notifiée en mars 2015 avec relance en octobre 2015).

M. COEURDEUIL demande la parole pour indiquer avoir posé deux questions écrites pour la présente réunion et sollicité l'autorisation de poser la première de ces questions à ce moment de la délibération, car ayant trait à ce dossier.

Monsieur le Maire l'autorise à poser cette question dès à présent.

Monsieur Le Maire,

Une décision de justice de décembre 2014 a condamné la Commune à proposer à la vente, non pas à vendre, comme vous tenter d'en faire passer l'idée, le terrain de la Jouberte à M. Baeza et ce dans un délai de 3 mois.

Cette proposition a été faite.

Baeza n'a pas, à ce jour répondu.

Par ailleurs, vous nous affirmez qu'aucun délai ne peut être opposé à la partie adverse, ce qui laisse supposer que M. Baeza pourrait geler ce terrain pendant des décennies.

Or, le droit nous offre une possibilité : la mise en demeure sous délai raisonnable, par exemple, 3 mois.

Il suffit donc de mettre en demeure M. Baeza d'acquiescer le terrain, de prendre RV avec le notaire de son choix et de s'acquiescer du prix fixé par la justice

Sans réponse de M. Baeza dans les 3 mois, ce dernier sera considéré comme ayant renoncé à l'acquisition.

Bien sûr, cette vente ne pourra être assortie d'aucunes conditions suspensives, comme nous l'a précisé l'avocat de la Commune.

Vous avez renoncé à maîtriser le terrain Japel

Vous avez endetté la Commune en achetant 80 % au dessus de l'estimation des Domaines le terrain Chabas, sans n'avoir jamais, ni présenté, proposé un quelconque projet.

Malgré un programme de campagne sur la base duquel vous avez été élu, depuis deux ans la gestion municipale laisse l'impression d'une navigation à vue dénuée de toute lisibilité, souffrant d'un manque patent de stratégie d'aménagement et laissant la part belle aux intérêts des opérateurs privés au détriment des aspirations des habitants.

Question :

Avez-vous l'intention de préserver les intérêts des Valois en conservant ce terrain stratégique dans le patrimoine foncier de la Commune ?

Avez-vous décidé de le vendre ?

M. SAULNIER répond que ce n'est pas lui-même qui a décidé de vendre et qu'il ne fait qu'appliquer une décision de justice, en l'occurrence l'arrêt de la Cour Administrative d'Appel de Marseille de décembre 2014 qui exige que la Commune propose le terrain à la vente à « LE VAL DE PROVENCE ». Il rappelle que la Commune a perdu le procès.

Il précise que devant l'attentisme du représentant de cette Société, il propose ce soir que le Conseil Municipal mette en demeure « LE VAL DE PROVENCE » de se prononcer avant le 30 septembre 2016.

M. SAULNIER indique que la population est très favorable à l'implantation d'une supérette avec station-service. Il est donc logique de laisser l'opportunité à l'aménageur, par cette délibération, de proposer un programme sur lequel la Commission d'Urbanisme pourra travailler ainsi que le Conseil Municipal. Il précise que la Commune tiendra alors les rennes du programme. Il demande donc aux Conseillers de se prononcer sur sa proposition.

M. KINET : « Je suis tout à fait d'accord avec M. COEURDEUIL et je ne comprends pas pourquoi, après avoir délibéré pour refuser deux demandes de permis de construire, on remet le problème à l'ordre du jour du Conseil Municipal, alors que nous n'en avons toujours pas discuté en commission d'urbanisme. Je pense qu'il aurait été plus sage d'en discuter au sein de cette commission en présentant les plans ou esquisses qu'a pu faire le promoteur à une époque, nous soient présentés. Ce soir, vous nous proposez de délibérer pour l'autoriser à déposer un certificat d'urbanisme qui normalement est demandé par le propriétaire du terrain, donc la Commune. »

M. SAULNIER répond que ce n'est pas une autorisation pour un certificat d'urbanisme mais pour un programme à présenter.

M. KINET : « Pourquoi voulez-vous qu'on délibère alors que nous n'avons pas encore ce programme ? »

M. SAULNIER : « Le programme est connu dans ses grandes lignes : une supérette avec station service et des logements. Il a reçu l'aval de la majeure partie de la population. On autorise M. BAEZA à nous faire des propositions pour un projet futur, puisque tant que le PLU n'est pas plus avancé, aucune demande ne peut être déposée. Cela nous permettra de dire si le projet nous convient ou pas. A ce moment-là, soit le 30 septembre 2016 au plus tard, si aucune entente n'est trouvée, on pourra mettre en demeure M. BAEZA d'acheter le terrain. Cela fait un an qu'on revient sur la même chose, on n'avance pas. Si la proposition faite ce soir est votée, cela permettra de travailler en commission avec l'aménageur. »

M. KINET : « Cette proposition ne sert à rien car si on autorise le promoteur à déposer un projet, c'est dire qu'on lui ouvre la porte à sa réalisation. Vous soutenez que la population est en majorité pour ce projet. Pour ma part, tous les gens que je rencontre au centre du village et notamment les commerçants, sont contre car cela va couler le commerce local, dès lors qu'on va ouvrir l'implantation de commerces en face d'une boulangerie en bordure de la déviation qui a déjà vidé une boulangerie du centre, voir deux. On n'a pas encore apprécié la situation en commission d'urbanisme et cela me paraît incohérent. On n'a pas encore défini la zone de chalandise future. La volonté de tous est de renforcer le village au détriment d'une zone de proximité et le PLU est en cours d'études. Il me paraît donc incompréhensible de se prononcer ce soir sur cette proposition. »

M. SAULNIER interrompt M. KINET pour donner la parole aux autres Conseillers qui souhaiteraient la prendre.

M. LANGE demande la parole pour faire la déclaration suivante :

Monsieur Le Maire, ce soir, comme je l'ai dit par le passé, je suis favorable à l'implantation sur ces terrains de La Jouberte d'un supermarché et de logements locatifs que nous serons bien obligés de construire conformément à la loi SRU.

Cependant, ce soir, ce qui me gêne profondément dans cette délibération, c'est bien son intitulé : « Accord pour le dépôt de toutes demandes d'autorisations d'urbanisme ».

Je m'explique : Avant de démarrer des travaux, une personne physique ou morale a obligation d'obtenir de la mairie sur laquelle sont implantés ses travaux une autorisation d'urbanisme.

Ces formalités doivent donc permettre de vérifier si le projet de construction respecte bien les règles d'urbanisme du POS ou PLU en vigueur.

Or à ce jour, aucune règle d'urbanisme de notre POS n'est définie dans le zonage de ces terrains classés en zone 1 NA.

Je vais vous citer quelques articles de la zone 1 NA pour les personnes ne connaissant pas ce règlement de zone :

Tout d'abord, la zone 1 NA est une zone naturelle destinée à une urbanisation future organisée.

Toute opération ne peut être envisagée que dans le cadre d'un programme qui appréhende la totalité de la zone.

Article NA 6 : Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques : **sans objet.**

Article NA 7 : Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives : **sans objet.**

Article NA 8 : Implantation des constructions les unes par rapport aux autres constructions sur une même propriété : **sans objet.**

Article NA 9 : Emprise au sol : **sans objet.**

Article NA 10 : Hauteur des constructions : **sans objet.**

Etc...Etc...

Article NA 14 : Coefficient d'occupation du sol : **nul**

*

En conséquence, à ce jour la société « Val de Provence » n'a aucun élément pour pouvoir déposer une autorisation d'urbanisme.

J'en suis convaincu, l'actionnaire de la société Val de Provence le sait très bien, ces autorisations lui seront refusées car ces terrains ne sont pas encore ouverts à l'urbanisation.

Ce soir nous mettons la charrue avant les bœufs, la société doit nous proposer un projet (à ne pas confondre avec une autorisation d'urbanisme)...et pourquoi pas son projet de 2007 ? Je serais tout à fait d'accord.

Lorsque l'opérateur nous aura enfin proposé un programme immobilier compatible avec nos orientations de développement urbanistique, lorsque nous aurons établi un partenariat financier pour assurer le financement des équipements publics nécessaires pour la conception de ces futures réalisations par la mise en place d'un PUP (projet urbain partenarial), nous pourrons, alors, ouvrir cette zone à l'urbanisation par l'élaboration de notre PLU.

Et ce n'est qu'à partir de ce moment-là que la société pourra, en effet, nous déposer une autorisation d'urbanisme compatible avec le règlement de la zone.

Conclusion :

Soit, la société achète les terrains de la Jouberte classés en zone 1 NA et attendra donc le PLU pour pouvoir réaliser ses opérations immobilières compatibles, je dis bien compatibles, avec les orientations de la commune.

Soit, elle renonce à la décision de justice et nous devons donc proposer la vente des terrains aux consorts Marini, anciens propriétaires, qui n'en voudront certainement plus et dans ce cas, la municipalité classera ces terrains dans le PLU en zone U ou AU pour en avoir la maîtrise foncière.

Donc ce soir, cette délibération est à mon avis incohérente et inutile.

M. LANGE ajoute : M. BAEZA dit « j'achète si j'ai un permis », mais tant que le terrain n'est pas ouvert à la constructibilité, on ne peut pas lui donner un permis. S'il le dépose, n'importe quel instructeur des droits du sol va lui opposer un refus.

M. SAULNIER : « On n'a jamais dit qu'on allait lui donner un permis mais seulement qu'on l'autorisait à déposer une demande pour un projet futur. La Commune imposera les normes qu'elle souhaitera vu qu'il n'y a aucune règle dans le POS actuellement. Le projet sera présenté au Conseil Municipal. Il ne pourra y avoir d'autorisation définitive tant que le PLU ne sera pas instruit et adopté. »

M. LANGE : « Cette délibération est mal rédigée. »

M. SAULNIER : « Je ne vous savais pas juriste. »

M. VERDON : « Nous ne sommes pas juristes mais nous avons fait du droit ! »

M. COEURDEUIL : « Traiter des dossiers de cette importance dans l'urgence est inadmissible ! »

M. SAULNIER : « Lors de la dernière réunion du Conseil Municipal lors de laquelle cette question a été évoquée, et suite à votre intervention, j'ai retiré cette affaire et l'ai renvoyée. Les réponses ont été apportées ce soir aux questions posées. Je demande donc qu'on passe au vote. »

M. COEURDEUIL : « Je suis d'accord avec M. LANGE sur le principe de droit de l'urbanisme. Aujourd'hui toute demande de certificat d'urbanisme ou de permis de construire se verra opposer un refus, ou, s'il n'y a pas de refus, il y aura un recours et l'autorisation tombera, le terrain étant classé en zone 1Na. J'en appelle à la conscience de tous les Conseillers Municipaux. Il faut savoir qu'à une époque certains élus se sont trouvés dans la même situation que nous ce soir quand le projet des HLM « St Benoît » ou celui du lotissement des « Machottes » leur ont été présentés par exemple. »

M. SAULNIER : « M. COEURDEUIL, je suis désolé ; au moment des élections vous étiez contre le projet de « La Jouberte ». Aujourd'hui, vous êtes toujours opposé à celui-ci mais autour de cette table il y a un certain nombre de Conseillers qui peuvent s'exprimer en toute conscience. Je reviens sur vos reproches relatifs au terrain « Chabas » pour vous informer que la Commission d'Urbanisme sera bientôt invitée à travailler sur un projet d'aménagement. J'espère que ses membres seront plus présents que par le passé où les absences ont été nombreuses et répétées. Nous verrons à ce moment-là quelles seront vos propositions. »

M. COEURDEUIL : « Vous n'avez pas répondu à ma question qui était précise : « avez-vous décidé de vendre ? ». Je fais une proposition simple qui consiste à mettre en demeure officiellement M. BAEZA d'acheter le terrain en prenant rendez-vous chez un Notaire et en s'acquittant du prix du terrain. Si on vote aujourd'hui la délibération proposée, on sera considéré par la justice comme ayant accepté de lui vendre. »

M. SAULNIER : « Vous essayez encore une fois d'influencer les débats dans de très mauvaises conditions. »

M. COEURDEUIL : « J'apporte des éléments juridiques alors que vous n'apportez que des paroles. Je demande un vote à bulletins secrets. »

M. FOURNEL : « La Commission d'Urbanisme disposera de deux mois pour répondre à la demande de l'aménageur mais elle opposera automatiquement un refus. » Il convient que M. BAEZA a une priorité sur le terrain qui appartient à la Commune vu l'antériorité de son projet.

M. SAULNIER : « Nous n'en sommes pas là. »

M. LANGE demande que le texte de la délibération soit modifié en indiquant plutôt le terme « projet » que « autorisations d'urbanisme ».

M. VERDON rejoint M. LANGE et demande que la délibération soit modifiée.

M. SAULNIER répond que le texte a été validé par notre Avocat. Il ajoute que la Commune n'est pas propriétaire du terrain puisqu'elle est obligée de le vendre à M. BAEZA.

M. PAZ : « Sur quelles bases dites-vous que les villageois veulent en majorité un supermarché ? Une étude sérieuse a-t-elle été menée pour arriver à cette conclusion ? »

M. SAULNIER : « Effectivement, un sondage a été fait auprès de la population durant la campagne électorale de la liste majoritaire. »

M. COEURDEUIL : « Il n'y avait eu que 96 réponses ! »

M. PAZ : « Lors du dernier Conseil Municipal, on a lancé une étude pour le complexe sportif. Aujourd'hui, on est sur un projet beaucoup plus important : le supermarché de « La Jouberte ». Pourquoi ne lançons-nous pas une étude similaire, socio-économique, à ce sujet ? Le sondage fait pendant les élections ne semble pas suffisant. Il faut aller beaucoup plus loin. »

M. SAULNIER : « Ce n'est pas une question d'études pour le projet de « La Jouberte ». Les deux projets sont tout à fait différents. Il ne faut pas tout mélanger ! Pour le PLU, nous devons mener des études pour déterminer des zones d'activités dont celle ayant trait aux sports, d'où les études de faisabilité menées. »

M. GIRAUD : « Lors de la dernière réunion du Conseil Municipal, le 20 janvier 2016, j'avais demandé personnellement le renvoi de la question sur le terrain de « La Jouberte », vu les arguments juridiques avancés par M. COEURDEUIL, qui laissaient penser que M. BAEZA n'avait pas respecté le délai de 3 mois pour se prononcer sur la proposition de revente du terrain par la commune. Or, aujourd'hui, après recherches, on s'aperçoit que ce délai de 3 mois n'est pas figé. Je demande donc que le Conseil Municipal se prononce ce soir afin d'arrêter la perte de temps, d'énergie et d'argent sur ce dossier. Laissez parler la démocratie M. COEURDEUIL, puisque vous l'évoquez régulièrement. Nous avons été élus sur un programme qui comprenait notamment la supérette. Laissez les Conseillers s'exprimer ! »

M. COEURDEUIL : « Vous avez donc décidé de vendre le terrain ! »

Mme INGRASSIA : « La précision sur le délai de 3 mois laissé au promoteur, que vous évoquiez M. COEURDEUIL, a été apportée par l'Avocat Conseil de la Commune, qui est revenu récemment en Mairie spécifiquement pour cela. Il en est ressorti que c'était bien la Commune qui avait un délai de 3 mois pour proposer le terrain à la vente et non pas le promoteur pour répondre. L'argument juridique que vous avez avancé était faux. Je remercie M. le Maire d'avoir pris la peine de se renseigner de nouveau sur ce point auprès de l'Avocat. Vous faites partie de l'opposition M. COEURDEUIL. Pour nous, l'implantation d'une supérette avec une ou deux pompes à essence fait partie de notre programme pour le village. Nous nous sommes tous positionnés à ce sujet et nous étions tous d'accord avec le souci, quand même, de préserver les quelques commerçants existants dans le centre du village en veillant à ce que la supérette ne leur nuise pas. L'équipe majoritaire est favorable à ce projet et nous aimerions avancer pour que sa réalisation se fasse dans les meilleurs délais. On pourra passer alors à d'autres dossiers tout aussi importants. »

M. COEURDEUIL : « Je ne peux pas laisser dire des contre-vérités ! Pouvez-vous citer des écrits par lesquels à un moment donné je me serais opposé à un projet immobilier, à un supermarché ? Jamais ! Je dis simplement que la décision a été prise, par la majorité, de vendre le terrain à un promoteur et pas de réaliser un programme conforme à l'intérêt du village. Au contraire, vous lui permettez de réaliser un projet conforme à ses intérêts en accord avec une majorité constituée. Je n'ai jamais dit que le promoteur avait 3 mois pour répondre ! »

Mme TURINELLI : « C'est inacceptable ! Vous faites un procès d'intention, M. COEURDEUIL ! ».

M. KINET : « M. le Maire, vous dites « demande d'autorisations d'urbanisme » et certifiez qu'il ne s'agit pas d'un certificat d'urbanisme. Pourquoi ne le précisez-vous pas dans la délibération ? Dans la précédente, vous avez positionné « permis de construire » bien que, pour moi, il s'agit d'un permis d'aménager. Dans la délibération de ce soir, pourquoi n'indiquez-vous pas « un permis d'aménager », dossier sur lequel on pourrait alors discuter ? ».

M. SAULNIER : « Ce que vous dites M. KINET rejoint ce que j'explique depuis le début de cette réunion ! »

M. FOURNEL : « On va donc lui refuser sa demande d'autorisation d'urbanisme sous 2 mois. Il devra déposer de nouveau un projet quand le PLU sera exécutoire. Dans le programme du Front National, nous étions favorables à l'implantation d'un supermarché avec une gestion communale. Ne pouvons-nous pas organiser un référendum pour avoir l'avis des Valois ? »

M. LANGE : « Au mois de décembre, l'actionnaire de « Le Val de Provence » a bien dit, lors de la réunion avec l'Avocat, qu'il n'achèterait que s'il obtenait un permis. On va lui refuser sa demande et il va faire traîner l'affaire tant qu'il n'obtiendra pas satisfaction. »

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire, certains Conseillers demandent le vote à bulletin secret : MM. COEURDEUIL - PAZ - BOULE-AMPHOUX - GAULET - FOURNEL - KINET - VERDON soit 7 Conseillers sur les 24 présents

Considérant que l'article L 2121-21 alinéa 1 du C.G.C.T. prévoit que le scrutin à bulletins secrets n'est possible que si un tiers des membres présents le réclame,

Considérant que les 7 Conseillers précités ne représentent pas un tiers des membres présents,
REJETTE la demande de vote à bulletins secrets,

Considérant les dispositions de l'arrêt de la Cour Administrative d'Appel de MARSEILLE rendu le 19 décembre 2014,

Considérant que les intérêts de la Commune sont préservés dans le cadre de l'application des propositions de Monsieur le Maire,

A la majorité :

ABSTENTIONS : 4 :

Mmes BREBAN et PASQUET et MM. LANGE et VERDON

CONTRE : 6 :

MM. FOURNEL - GAULET - BOULE-AMPHOUX - PAZ - COEURDEUIL - KINET

AUTORISE la SARL « LE VAL DE PROVENCE », en la personne de son représentant légal, à déposer toutes demandes d'autorisations d'urbanisme sur le terrain communal sis lieudit « La Jouberte », cadastré section F 1 et 2 et E 1109 et 1110 pour 13.568 m².

MET EN DEMEURE la SARL « LE VAL DE PROVENCE » de se prononcer sur la proposition de la Commune, visant en la vente du terrain, avant le 30 septembre 2016, faute de quoi la proposition de vente sera faite auprès des propriétaires précédents, soit Mme VERMOREL et M. MARINI.

Mme BREBAN prend la parole pour informer le Conseil Municipal que son abstention lors de ce vote, ainsi que celle de Mme PASQUET, provient du fait que le dossier n'est pas assez clair pour elles, faute de travail en commissions. Elles considèrent que le projet n'a pas été assez explicité aux élus non initiés aux affaires d'urbanisme. Mmes BREBAN et PASQUET se disent malgré tout favorables à l'implantation d'un supermarché (avec station-service) et de logements.

Finances

4 - Approbation des comptes administratifs et de gestion 2015 pour le budget principal et les budgets annexes

LE CONSEIL MUNICIPAL

A l'unanimité,

DEMANDE à Monsieur le Maire de se retirer pendant la délibération du vote du Compte Administratif 2015 de la Commune,

DESIGNE Madame Jacqueline TURINELLI, 1^{ère} Adjointe, comme Présidente de séance,

1°) DEMANDE à Madame Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances, de présenter le Compte Administratif 2015 de la Commune, et prend connaissance de toutes les pièces nécessaires à cette étude, et notamment le budget primitif pour l'exercice considéré,

DONNE ACTE de la présentation ainsi faite du Compte Administratif 2015 de la Commune, lequel peut se résumer ainsi :

	PREVU	REALISE
RECETTES	6.524.237,55	4.057.232,37
de fonctionnement	3.822.802,52	3.526.407,55
d'investissement	2.701.435,03	530.824,82
DEPENSES	6.524.237,55	4.077.225,53
de fonctionnement	3.822.802,52	3.499.868,94
d'investissement	2.701.435,03	577.356,59
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		-19.993,16

CONSTATE les identités de valeurs avec les indications du Compte de Gestion relatives au report nouveau, aux résultats de fonctionnement de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes.

ARRETE les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus sous réserve de leur conformité avec le compte de gestion dressé par le Comptable pour 2015.

2°) DEMANDE à Madame Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances, de présenter le Compte Administratif 2015 du Service Public de l'Eau Potable, et prend connaissance de toutes les pièces nécessaires à cette étude, et notamment le budget primitif du service pour l'exercice considéré,

DONNE ACTE de la présentation ainsi faite du Compte Administratif 2015 du Service Public de l'Eau Potable, lequel peut se résumer ainsi :

	PREVU	REALISE
RECETTES	1.560.268,94	322.773,10
de fonctionnement	388.222,40	219.343,42
d'investissement	1.172.046,54	103.429,68
DEPENSES	1.560.268,94	141.756,28
de fonctionnement	388.222,40	55.188,98
d'investissement	1.172.046,54	86.567,30
RESULTAT DE L'EXERCICE		181.016,82

CONSTATE les identités de valeurs avec les indications du Compte de Gestion relatives au report nouveau, aux résultats d'exploitation de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes.

ARRETE les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus sous réserve de leur conformité avec le compte de gestion dressé par le Comptable pour 2015.

3°) DEMANDE à Madame Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances, de présenter le Compte Administratif 2015 du Service Public de l'Assainissement, et prend connaissance de toutes les pièces nécessaires à cette étude, et notamment le budget primitif du service pour l'exercice considéré,

DONNE ACTE de la présentation ainsi faite du Compte Administratif 2015 du Service Public de l'Assainissement, lequel peut se résumer ainsi :

	PREVU	REALISE
RECETTES	1.197.371,13	347.477,42
de fonctionnement	397.461,40	271.508,54
d'investissement	799.909,73	75.968,88
DEPENSES	1.197.371,13	141.436,68
de fonctionnement	397.461,40	100.097,36
d'investissement	799.909,73	41.339,32
RESULTAT DE L'EXERCICE		206.040,74

CONSTATE les identités de valeurs avec les indications du Compte de Gestion relatives au report nouveau, aux résultats d'exploitation de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes.

ARRETE les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus sous réserve de leur conformité avec le compte de gestion dressé par le Comptable pour 2015.

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, conformément aux dispositions de la Loi n° 95-127 du 8 février 1995, il se doit de lui présenter un rapport annuel sur la politique foncière menée par la Commune durant l'année précédente, soit 2015.

Monsieur le Maire donne donc lecture à l'assemblée délibérante du rapport qu'il a dressé et qui contient tous les éléments nécessaires à cette présentation :

Durant l'exercice 2015, deux terrains sis Quartier « Les Ferrages » ont été acquis auprès des consorts RASTEGUE pour l'un (F 543) et de M. Olivier TOSCAN pour l'autre (F 546).

Ces terrains ont respectivement une superficie de 254 m² et 307 m².

Le prix de cette acquisition a été de 60.000 €, soit 24.888 € pour les consorts RASTEGUE et 35.112 € pour M. TOSCAN.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

PREND ACTE de la présentation par Monsieur le Maire du rapport annuel sur la politique foncière menée par la Commune pour l'année 2015.

INDIQUE que ce document sera tenu en Mairie à la disposition des administrés.

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, conformément aux dispositions de la Loi n° 95-127 du 8 février 1995, il se doit de lui présenter un rapport annuel sur la politique foncière menée par le service public de l'eau potable durant l'année précédente, soit 2015.

Monsieur le Maire donne donc lecture à l'assemblée délibérante du rapport qu'il a dressé et qui contient tous les éléments nécessaires à cette présentation :

Durant l'exercice 2015, deux terrains sis à proximité des réservoirs d'eau potable et des forages de « Notre-Dame » ont été acquis auprès de :

- Mme MISTRE Lucette AZ 742-743 pour 2.106 m² au prix de 6.000 €

- Mme. JAPEL Huguette E 718 pour 853 m² au prix de 853 €

Ces acquisitions ont été rendues nécessaires pour l'instauration des périmètres de protection desdites installations.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

PREND ACTE de la présentation par Monsieur le Maire du rapport annuel sur la politique foncière du service public de l'eau potable pour l'année 2015.

INDIQUE que ce document sera tenu en Mairie à la disposition des administrés.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après s'être fait présenter le budget primitif de la Commune (budget principal) et des services publics de l'Eau Potable et de l'Assainissement pour l'exercice 2015, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur, accompagné des états de développement de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

Après avoir entendu et approuvé les trois comptes administratifs de l'exercice 2015 lors de sa délibération de ce jour,

Après s'être assuré que Monsieur le Receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2015, celui de tous les titres de recettes émis et de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015 y compris celles relatives à la journée complémentaire,

Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2015 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes,

Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives,

A l'unanimité,

DECLARE que les comptes de gestion de la Commune (budget principal) et des services publics de l'Eau Potable et de l'Assainissement dressés, pour l'exercice 2015, par Monsieur le Receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appellent ni observation ni réserve de sa part.

5 - Débat d'orientations budgétaires 2016 pour le budget principal et les budgets annexes

Monsieur le Maire informe l'assemblée que, conformément à la loi d'orientation n° 92125 du 6 février 1992, relative à l'administration territoriale, il a été instauré, dans la démarche budgétaire, un débat d'orientation budgétaire.

L'article L. 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit la tenue obligatoire de ce débat, pour les Communes de plus de 3500 habitants, dans les deux mois précédant l'examen du budget primitif.

Ce débat permet à l'assemblée délibérante de discuter des orientations budgétaires de l'exercice et des engagements pluriannuels envisagés, et d'être informée sur l'évolution de la situation financière de la Commune.

Le débat d'orientation budgétaire n'a pas, en lui-même, de caractère décisionnel.

Le débat d'orientation budgétaire 2016 s'est organisé autour des directions suivantes :

- l'état des finances à la clôture de l'exercice 2015,
- le contexte de la préparation du budget primitif 2016,
- les principales orientations pour le budget primitif 2016,

Cette délibération prend acte de la tenue du débat d'orientation budgétaire (document ci-annexé).

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

PREND ACTE que le débat d'orientation budgétaire 2016 « Commune et services publics de l'eau potable et de l'assainissement » a eu lieu conformément aux prescriptions précitées du C.G.C.T..

6 - Demande de subvention auprès du Conseil Départemental (enveloppe 2016) pour l'acquisition du terrain CHABAS (150.000 €)

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que, par délibération du 15 décembre 2015, le Conseil Municipal a accepté la proposition d'acquérir un terrain sis quartier « St-Jacques », cadastré B n° 1155 auprès de M. CHABAS Jean-Marie, au prix de 1.260.000 €. En effet, il est situé à la sortie nord de l'agglomération, limitrophe avec le parking des écoles, jouxte un quartier urbanisé pavillonnaire et est desservi par tous les réseaux. Il est d'une grande superficie, en nature de friche arborée et de bonne planimétrie.

Ce terrain est destiné à recevoir l'implantation d'une nouvelle école maternelle et la création de parking, d'espaces verts ainsi qu'éventuellement la construction d'une salle des fêtes, et d'autres équipements publics, et peut donc être inscrit dans les réserves foncières de la Commune

Le plan de financement prévisionnel de l'opération serait le suivant :

- Subvention du Conseil Général - programme 2016.....	150.000 €
- Emprunt.....	1.100.000 €
- Autofinancement communal.....	10.000 €
<u>TOTAL.....</u>	<u>1.260.000 €</u>

Monsieur le Maire propose à l'assemblée délibérante de solliciter l'aide financière du Département dans le cadre de l'enveloppe budgétaire du programme 2016.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A la majorité : **5 CONTRE** : MM. GAULET-FOURNEL-BOULE AMPHOUX-PAZ-COEURDEUIL

APPROUVE le plan de financement prévisionnel de l'acquisition du terrain de M. CHABAS Jean-Marie tel que présenté par Monsieur le Maire,

SOLLICITE l'aide financière du Département dans le cadre de l'enveloppe budgétaire du Programme 2016 d'aide aux Communes

PRECISE que le montant de l'autofinancement communal sera inscrit au budget communal 2016 (chapitre 21).

M. LANGE précise que malgré le fait qu'il se soit abstenu pour le vote portant sur l'acquisition de ce terrain lors d'une précédente réunion, il vote pour la demande de subvention qui réduira la part de l'autofinancement communal.

7 - Demande de fonds de concours de la Communauté de Communes du Comté de Provence pour la rénovation des fontaines de la Rue Nationale et de la Place Gambetta

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que, dans le cadre des travaux de requalification de la Place Gambetta et de la Rue Nationale, des options ont été prévues concernant notamment la réfection des trois fontaines qui y sont situées, soit celle de la Place Gambetta, celle de la Rue Nationale et celle de l'angle de la Rue du 8 Mai.

Le marché a été passé pour la tranche ferme et la tranche conditionnelle (relative à la création d'un nouveau parking) mais sans lesdites options pour l'instant, l'enveloppe budgétaire ne le permettant pas. Les travaux ont été estimés à 50.144 € HT.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de déposer une demande de fonds de concours auprès de la Communauté de Communes « Comté de Provence », dans le cadre de la préservation du patrimoine, pour la réfection de deux de ces fontaines, celle de la Place Gambetta et celle de la Rue Nationale. Il indique que si cette aide financière est obtenue, la réalisation des travaux pourra être envisagée.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

DEMANDE l'attribution d'un fonds de concours de la Communauté de Communes du Comté de Provence dans le cadre de la préservation et de la mise en valeur du patrimoine,

ADOpte le plan de financement prévisionnel de l'opération suivant :

➤ fonds de concours de la C.C.C.P. (20 %)	10.000 €
➤ autofinancement	40.144 €
TOTAL	50.144 €

AUTORISE Monsieur le Maire à lancer l'opération et à entreprendre toutes les démarches nécessaires à sa réalisation.

8 - Location de la remise de Mme VERMOREL Rue du 11 Novembre (garage du CCFF) - Renouvellement du bail

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que depuis le 1^{er} décembre 2000, la Commune loue auprès de Mme VERMOREL Marie-Louise une remise sise au n° 13 de la rue du 11 Novembre, moyennant un loyer mensuel d'environ 65 €.

Il donne la parole à Mme Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances qui indique que le bail a été renouvelé en 2010 pour 6 ans pour un loyer mensuel d'environ 70 €. Ce bail venant à expiration, Mme VERMOREL demande si la Commune est intéressée pour en signer le renouvellement.

Mme BREBAN informe d'autre part le Conseil Municipal que cette remise était utilisée comme garage pour les véhicules du C.C.F.F. La Commune ayant acquis fin 2015 une remise au Quartier « Le Paradou », il est envisagé d'y garer ces véhicules et donc de ne pas renouveler le bail signé avec Mme VERMOREL.

Toutefois, la remise du Paradou étant encombrée, il serait judicieux de renouveler le bail pour 3 mois, soit jusqu'au 31 mars 2016. Mme VERMOREL est d'accord sur le principe et n'envisage pas d'augmentation du loyer.

Monsieur le Maire interroge donc le Conseil Municipal sur le renouvellement de 3 mois du bail signé avec Mme VERMOREL..

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Madame Julie BREBAN,

ACCEPTE à l'unanimité que la Commune renouvelle le bail de location de la remise de Mme VERMOREL Marie-Louise sise au n° 13 de la rue du 11 Novembre à compter du 1^{er} janvier et jusqu'au 31 mars 2016,

ACCEPTE un loyer mensuel de 74,56 €, plus 41,04 € de charges sur 2015,

INDIQUE qu'en cas de besoin un renouvellement allant de un à 3 mois supplémentaires sera possible

AUTORISE Monsieur le Maire à entreprendre toutes les démarches nécessaires pour la signature du bail de location.

9 - Présentation de recettes en non valeurs

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que Monsieur le Trésorier Principal de Brignoles sollicite l'admission en non-valeurs de certaines recettes paraissant irrécouvrables (débiteur insolvable, disparu,...).

Il donne la parole à Mme Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances, qui précise qu'en règle générale, pour les créances comprises entre 40 et 160 €, le motif de l'irrécouvrabilité est noté sur l'état joint au courrier, et pour celles d'un montant unitaire supérieur à 160 €, les justificatifs des démarches accomplies par le Trésor Public sont tenus à la disposition de la Commune et seront joints au compte de gestion.

Les poursuites ne sont pas arrêtées. Si les sommes sont perçues dans les mois qui viennent, elles seront encaissées sur le budget en recettes exceptionnelles.

Il s'agit pour l'essentiel de frais de cantine pour un total de 467,69 €.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer à ce propos.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Madame Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

ACCEPTE de déclarer irrécouvrables et donc d'admettre en non-valeurs les recettes listées par Monsieur le Trésorier Principal de Brignoles, soit pour un montant total de 467,69 € pour le budget principal.

AUTORISE Monsieur le Maire à émettre les mandats d'admissions en non-valeur, au compte 654

PRECISE que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2016.

10 - Convention cadre à passer avec le CNFPT pour la formation payante des agents communaux en 2016

Monsieur le Maire donne lecture à l'assemblée délibérante d'un projet de convention-cadre de partenariat proposé par le C.N.F.P.T. « PACA » visant à organiser des actions de formation collectives ou individuelles pour le personnel communal, en 2016, moyennant une participation financière de la collectivité.

Il donne la parole à M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué au personnel communal, qui explicite les divers articles de ladite convention.

Il demande au Conseil Municipal de bien vouloir l'autoriser à signer cette convention.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention cadre de partenariat pour l'année 2016 avec le C.N.F.P.T. « PACA »

PRECISE que les crédits prévisionnels nécessaires sont inscrits au budget communal 2016 (chapitre 012).

11 - Renouvellement du marché de prestations pour l'organisation des examens psychotechniques pour les agents communaux

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante que le Centre de Gestion du Var, en application de l'article 25 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, peut assurer toute tâche administrative concernant les agents des collectivités et établissements du département du Var qui le sollicitent.

Il donne la parole à M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué au personnel communal, qui indique que le Centre de Gestion du Var propose aux collectivités et établissements qui en font la demande l'organisation des examens psychotechniques prévus aux articles 3 et 4 du décret 2006-1691 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des Adjoints Techniques Territoriaux.

Ces examens s'adressent donc exclusivement aux agents assurant à titre principal la conduite d'un véhicule dès lors qu'ils sont également titulaires du permis de conduire approprié en état de validité et détenant un des grades suivants :

- adjoint technique territorial de 2^{ème} classe qui peut être chargé de la conduite de véhicules de tourisme ou utilitaires légers
- adjoint technique territorial de 1^{ère} classe
- adjoint technique territorial principal de 2^{ème} classe
- adjoint technique territorial principal de 1^{ère} classe qui peuvent assurer la conduite de Poids Lourds et Transports en commun

Chaque examen comprend des tests destinés à donner un avis au médecin de la Médecine Professionnelle sur les fonctions sensorielles et motrices des candidats dans le cadre de l'aptitude à exercer la fonction de Conducteur.

Le marché a été conclu avec STRIATUM FORMATION le 1^{er} janvier 2016 pour une durée de 12 mois, dans la limite d'une durée totale du marché de 4 ans, et sous réserve des crédits disponibles.

Pour les collectivités et établissements affiliés qui ont signé la présente convention, les examens psychotechniques sont gratuits à raison de 5 prises en charge annuelles par collectivité.

Monsieur GIRAUD indique que pour continuer de bénéficier de cette mesure il convient de signer la présente convention.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention relative aux séances d'examens psychotechniques groupées proposées par le Centre de Gestion pour l'année 2016 et concernant les Adjointes Techniques Territoriaux,

NOTE que, pour les collectivités affiliées au CDG et signataires de ladite convention, les examens psychotechniques sont gratuits à raison de 5 prises en charge annuelles par collectivité.

12 - Création d'un emploi de Gardien de Police Municipale

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que l'un des trois agents, chargés du service de Police Municipale, a demandé et obtenu sa mutation sur une autre Commune.

Il donne la parole à M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué au personnel communal qui indique qu'en conséquence un appel à candidatures a été lancé, des candidats reçus par la commission du personnel et un choix fait parmi eux. Le candidat retenu est actuellement au grade de Gardien de Police Municipale et celui qui a quitté la Commune était Brigadier Chef Principal.

Il propose donc à l'assemblée délibérante la création d'un poste de Gardien de Police Municipale à compter du 1^{er} mars 2016 et la suppression, à la même date, de celui de Brigadier Chef Principal. Cet emploi sera permanent et à temps complet.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,
A l'unanimité moins une abstention : M. KINET,

APPROUVE la proposition de Monsieur le Maire et de M. Xavier GIRAUD quant à créer un emploi de Gardien de Police Municipale à compter du 1^{er} mars 2016 et de supprimer à la même date un poste de Brigadier Chef Principal.

INDIQUE que l'échelonnement indiciaire et la durée de carrière de l'agent nommé sur cet emploi seront fixés conformément à la réglementation en vigueur

CHARGE Monsieur le Maire de nommer l'agent en question dans les conditions réglementairement fixées

PRECISE que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Commune (chapitre 012)

M. GIRAUD interroge M. KINET sur les raisons de son abstention. Celui-ci répond qu'il est opposé aux dépenses en personnel pour la police municipale et préférerait l'embauche d'éducateurs de rue.

Divers

13 - Modification de la composition des commissions communales

Monsieur le Maire indique que, suite à la démission de M. Christian BENTOUMI et de Mme Florence VOLANTE de leur fonction de Conseiller Municipal, respectivement le 4 et le 8 février 2016, et de leur remplacement par Mme Denise MUNIER et M. Olivier COLLAINÉ, suivants sur la liste, il doit être procédé au remplacement de M. Christian BENTOUMI et de Mme Florence VOLANTE au sein des commissions communales.

Monsieur le Maire donne lecture des propositions de modifications des commissions et demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur ces demandes.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

PREND en compte les modifications présentées par Monsieur le Maire,

ACCEPTE de modifier la composition des commissions communales conformément au tableau ci-joint.

14 - Itinéraires de randonnée GR 653 A - Saint-Jacques de Compostelle

Monsieur le Maire fait part au Conseil Municipal d'un courrier reçu du Conseil.

Départemental à propos du tracé du Plan Départemental des Itinéraires de Randonnée (P.D.I.P.R.).

Il donne la parole à M. Rémi GAUTIER, Adjoint délégué à la Forêt.

M. GAUTIER informe l'assemblée délibérante que, tout au long de l'année 2015, un travail collégial a été mené par la Commune et le Comité Départemental de la Randonnée Pédestre, ceci en collaboration avec l'association des « Amis de St-Jacques de Compostelle » et les services du Département. Ce travail visait à rétablir la continuité du GR 653 A, suite à un refus de passage.

M. GAUTIER explique que devant les difficultés foncières des différents scénarios envisagés, seule une solution sécuritaire et pérenne d'un point de vue foncier a pu être trouvée. Celle-ci permet un maintien de l'itinéraire traversant la Commune avant d'atteindre Brignoles puis Tourves et de rejoindre ensuite le tracé initial au niveau de Bras.

M. GAUTIER indique que le Département ne peut inscrire de sentier au PDIPR qu'à la suite de délibérations prises par les Communes. Il remet au Conseil Municipal une carte du PDIPR reprenant l'ensemble des sentiers inscrits et précise que le balisage et la signalétique de l'itinéraire seront alors repris afin de matérialiser au mieux, sur le terrain, le nouveau tracé du chemin de St-Jacques de Compostelle.

Dans ce cadre, le Département du Var et le futur gestionnaire de l'itinéraire, soit la Commune du VAL, propose un itinéraire de randonnée pédestre pouvant servir de support également à la randonnée équestre et vélo tout terrain, qui traverse le territoire de la commune en empruntant une partie de sa voirie.

Conformément à la loi du 2 juillet 1983 précitée, le Conseil Municipal est appelé à émettre un avis sur le projet et à désigner les chemins ruraux pour lesquels il accepte l'inscription au P.D.I.P.R.

M. GAUTIER informe l'assemblée que les chemins ruraux inscrits au Plan ne pourront être aliénés voire supprimés que dans la mesure où la continuité des itinéraires est préservée, soit par le maintien du droit de passage, soit par la mise en place d'un itinéraire de substitution adapté à la promenade et à la randonnée, et ce en accord avec le Département. L'itinéraire, pour être intégré au PDIPR, doit préalablement se conformer à l'ensemble des critères définis par le Département (critères techniques, maîtrise foncière et conventions d'autorisations, délibération de la Commune). Sous respect de ces critères, le Département intégrera par délibération les itinéraires au P.D.I.P.R.

Par ailleurs, la sécurité des usagers devant être assurée sur ces itinéraires, il est demandé aux Communes concernées de prendre les mesures nécessaires à cette fin.

Il propose donc à l'assemblée de donner un avis favorable à l'intégration du sentier du P.D.I.P.R. institué selon la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Rémi GAUTIER,

Vu la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat notamment à la section 5 : De l'environnement et de l'action culturelle,

Vu le décret n° 86-197 du 6 janvier 1986 relatif à la date d'entrée en vigueur du transfert de compétences aux départements prévu par la loi du 22 juillet 1983 en matière d'itinéraires de promenade et de randonnée,

Vu la circulaire du 30 août 1988 relative aux Plans Départementaux des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR),

Vu les dispositions relevant des articles L 361-1 et L 365-1 du Code de l'Environnement par lesquelles le Département est compétent pour établir un Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée, afin notamment de faciliter la découverte du patrimoine naturel à travers la pratique de la randonnée non motorisée,

Vu la délibération n° A22 du Conseil Départemental du 18 décembre 2014 encadrant la politique départementale pour le développement de la randonnée dans le Var,

Compte-tenu de l'intérêt que présente le passage de ces itinéraires dans le cadre de la mise en valeur et de la découverte de la Commune de LE VAL,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

DECIDE

- de donner un avis simple favorable, sur l'ensemble du tracé du plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée.

- de donner un avis conforme favorable, concernant les chemins ruraux de la commune inscrits au plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée. Les extraits de planches cadastrales concernant ces chemins ruraux sont annexés à la présente délibération.

-de s'engager, en ce qui concerne les chemins ruraux :

- à ne pas aliéner les sentiers inscrits au plan ;
- à préserver leur accessibilité (pas de clôture) ;
- à prévoir la création d'itinéraires de substitution en cas de modifications consécutives à toute opération foncière et en informer le Département ; ces itinéraires de substitution devant présenter un intérêt au moins égal du point de vue de la promenade et de la randonnée ;
- à maintenir la libre circulation pédestre, équestre et cyclotouriste ;
- à accepter le balisage conforme à la Charte Officielle du balisage de la Fédération Française de la Randonnée Pédestre ;
- à ne pas goudronner les sentiers inscrits au Plan.

Pour l'ensemble des itinéraires inscrits, la Commune s'engage à :

- Autoriser le Département et ses partenaires (Associations : Agence de Développement Touristique, Comité Départemental de Randonnée Pédestre, Parc Naturel Régional) à mettre en place des outils de valorisation et de promotion des itinéraires inscrits au Plan (Fiches randonnée, guide de randonnée, cartes...).
- Assurer l'entretien des itinéraires inscrits afin de garantir le maintien d'une offre de qualité selon les critères définis pour les itinéraires inscrits au PDIPR
- A ne pas baliser ou autoriser le balisage ou le re-balisage d'autres circuits, en superposition avec l'itinéraire sans en informer le Département afin d'éviter toute confusion.
- Solliciter le Département pour la mise en place de la signalétique directionnelle afin de garantir une cohérence de la signalétique départementale sur les différents territoires. Le Département assurant la définition et la mise en place de celle-ci.

15 - Renouvellement de la convention à passer avec la SPA pour les chats errants

Monsieur le Maire indique que la S.P.A. se propose, pour l'année 2016, de continuer à mener sur la Commune une action déterminée en vue de lutter contre toute prolifération de la population féline errante sur le territoire communal.

Il donne la parole à M. Jean CULINATI qui explique que les chats errants seront capturés, stérilisés et identifiés. Ainsi l'intérêt public local d'hygiène et de sécurité sera pris en considération à l'initiative et sous le contrôle de la S.P.A.

Il donne lecture de la convention proposée par la S.P.A. et précise qu'en contrepartie de ces prestations, la Commune devra verser à la S.P.A. une subvention de 800 € pour la capture de 20 chats sur l'année.

Il demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

ACCEPTE les termes de la convention proposée par la S.P.A. pour 2016,

ACCEPTE l'octroi d'une subvention de 800 € à la S.P.A. contre la capture de 20 chats errants et leur stérilisation sur une année

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ladite convention.

PRECISE que les crédits nécessaires seront inscrits au budget communal.

16 - Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire dans le cadre des délégations accordées par le Conseil Municipal

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les délégations accordées à Monsieur le Maire par délibérations du Conseil Municipal n° 2014/025 du 24 avril 2014 et du 20 juin 2014,
Considérant l'obligation de présenter au Conseil Municipal les décisions prises par Monsieur le Maire en vertu de ces délégations,
Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante avoir pris, depuis le 20 janvier 2016, date de la dernière réunion du Conseil Municipal, la décision suivante dans le cadre de ses délégations :

01/2016 - 15/01/2016 - Mission relative à la vérification de l'opportunité et détermination de la faisabilité de l'implantation d'un équipement sportif multi-disciplinaires - SPL « ID 83 »	4.900 € HT
--	------------

Monsieur le Maire indique d'autre part que 11 déclarations d'intention d'aliéner sont parvenues en Mairie depuis le 20 janvier 2016 sans que la Commune ne fasse jouer son droit de préemption

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

PREND ACTE des décisions prises par Monsieur le Maire, depuis le 20 janvier 2016, dans le cadre des délégations qui lui ont été accordées.

17 - Questions écrites

M. COEURDEUIL a transmis, le 12 février 2016, à M. le Maire, les deux questions écrites suivantes :

QUESTION 1 : Terrain de la Jouberte

Monsieur Le Maire,

Une décision de justice de décembre 2014 a condamné la Commune à proposer à la vente, non pas à vendre, comme vous tenter d'en faire passer l'idée, le terrain de la Jouberte à M. Baeza et ce dans un délai de 3 mois.

Cette proposition a été faite.

Baeza n'a pas, à ce jour répondu.

Par ailleurs, vous nous affirmez qu'aucun délai ne peut être opposé à la partie adverse, ce qui laisse supposer que M. Baeza pourrait geler ce terrain pendant des décennies.

Or, le droit nous offre une possibilité : la mise en demeure sous délai raisonnable, par exemple, 3 mois.

Il suffit donc de mettre en demeure M. Baeza d'acquiescer le terrain.

de prendre RV avec le notaire de son choix

de s'acquiescer du prix fixé par la justice

Sans réponse de M. Baeza dans les 3 mois, ce dernier sera considéré comme ayant renoncé à l'acquisition.

Bien sûr, cette vente ne pourra être assortie d'aucunes conditions suspensives, comme nous l'a précisé l'avocat de la Commune.

Vous avez renoncé à maîtriser le terrain Japel

Vous avez endetté la Commune en achetant 80 % au dessus de l'estimation des Domaines le terrain Chabas, sans n'avoir jamais, ni présenté, proposé un quelconque projet.

Malgré un programme de campagne sur la base duquel vous avez été élu, depuis deux ans la gestion municipale laisse l'impression d'une navigation à vue dénuée de toute lisibilité, souffrant d'un manque patent de stratégie d'aménagement et laissant la part belle aux intérêts des opérateurs privés au détriment des aspirations des habitants.

Question :

Avez-vous l'intention de préserver les intérêts des Valois en conservant ce terrain stratégique dans le patrimoine foncier de la Commune ?

Avez-vous décidé de le vendre ?

Cette question écrite a été évoquée lors de la discussion sur l'affaire « LE VAL DE PROVENCE » en début de séance (point n° 3).

QUESTION 2 : Commission d'Urbanisme

Monsieur Le Maire,

Lors de la première réunion de la Commission d'Urbanisme, les membres présents ont proposé de pouvoir étudier tous les dossiers de demande d'autorisation d'urbanisme d'importance dès les premiers contacts des pétitionnaires avec la Commune.

Demande restée sans effet.

Un courrier signé par la majorité des membres de la Commission d'Urbanisme vous a été envoyé le 20/04 2015 portant essentiellement sur les dossiers Jouberte et Japel.

Courrier resté sans réponse.

La Commission d'Urbanisme a été réunie, sauf erreur ou omission, 8 fois en 2 ans, alors même que des dossiers d'importance sont pendants. De plus, lors de la plupart de ces réunions, force a été de constater que nous avons été cantonnés dans de rôle de membre d'une chambre d'enregistrement de « porter à connaissance ».

Question :

Avez-vous l'intention de persister dans ce qu'il convient de qualifier de simulacre de concertation, voire de démocratie ?

Avez-vous l'intention de vider la commission de toute raison d'exister et de dénier à ses membres, qui font tous montre de compétences et d'investissement, le droit d'accéder à la connaissance des dossiers impliquant fortement le devenir de la Commune ?

M. le Maire n'a pas évoqué cette question écrite et a levé la séance sans que M. COEURDEUIL ne demande la parole pour poser ladite question.

18 - Questions orales

NEANT

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que :

- L'abribus de la halte routière de St-Benoît est installé (un décalage d'un mois seulement est à noter par rapport à la date de mise en service prévue à l'origine)
- Le titre « Commune de LE VAL » a été apposé sur la façade de la Coopérative, suite aux diverses négociations menées avec ses dirigeants depuis près de deux ans. Une petite modification va être apportée pour qu'une majuscule remplace la minuscule « Le Val » ; les cyprès gênant la visibilité de cette inscription ont été taillés et un éclairage va être installé. M. le Maire tient à souligner que cette inscription n'a jamais pu être obtenue par les équipes municipales précédentes.

M. LANGE intervient pour indiquer qu'il aurait été souhaitable que le nom de la Commune soit inscrit intégralement en majuscules.

- Un nouveau médecin s'installera dans notre village (Rue République) début mars. Il a obtenu une dérogation au niveau de l'accessibilité du Cabinet.

M. GIRAUD précise que l'avis défavorable donné, à l'origine, à la demande de dérogation était basé uniquement sur le fait que les motivations n'étaient pas suffisantes hormis d'indiquer qu'un pôle médical était en prévision sur la Commune, d'où la décision du propriétaire de n'entreprendre aucun travail de mise aux normes. Un nouveau dossier plus structuré va être déposé ensuite avec demande de dérogation pour l'installation d'un ascenseur. La commission « AD'Ap » doit rendre son avis sous peu.

- La prochaine réunion du Conseil Municipal est prévue pour le 8 mars 2016 à 18h00 avec essentiellement le vote du budget 2016 pour la Commune et les Services Publics de l'Eau Potable et de l'Assainissement Collectif.

Mme RIHAL prend la parole pour indiquer que ce jour-là à 17h00 aura lieu le Conseil d'Ecole de l'Ecole Maternelle auquel prene part Mme PASQUET, Adjointe aux Affaires Scolaires et plusieurs Conseillères Municipales. Elle demande si l'horaire de la réunion du Conseil Municipal ne pourrait pas être repoussé pour permettre à ces élus d'y participer.

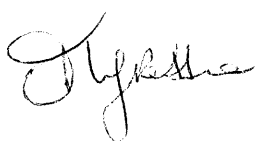
M. SAULNIER consent à repousser l'heure de la réunion du Conseil Municipal à 18h30.

Mme REES informe l'assemblée que de nombreux cambriolages sont signalés actuellement, notamment dans le secteur de la route de Bras. Elle conseille à tous d'être vigilant.

LA SEANCE EST LEVEE A 22h00.

CE PROCES-VERBAL OFFICIEL POURRA ETRE CONSULTE A LA MAIRIE (HALL D'ACCUEIL) OU SUR LE SITE OFFICIEL DE LA COMMUNE DES SON APPROBATION LORS DE LA PROCHAINE SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL.

La Secrétaire de séance,
Patricia INGRASSIA



LE MAIRE,
Bernard SAULNIER

